

Communiqué de PRESSE

Syndicat CGT Finances Publiques – Section de Haute Garonne
Centre Régional des Finances Publiques, Place Occitane, 31039 Toulouse cedex

<http://www.resoo.com/cgt31-impots-tresor/> • cgt.drifip31@dgfip.finances.gouv.fr • Tél : 06.08.77.36.44

Toulouse, le 1^{er} octobre 2015

Abandon du recouvrement de l'impôt à la trésorerie de Castanet-Tolosan : la direction passe en force !

Le 22 septembre 2015, un Comité Technique Local (CTL) était convoqué par la direction régionale des finances publiques de Haute-Garonne. A l'ordre du jour, il était prévu la mise en œuvre de la démarche stratégique dans le département avec notamment le transfert du recouvrement de l'impôt de la trésorerie de Castanet-Tolosan vers l'Hôtel des Finances de Toulouse-Rangueil au 1^{er} janvier 2016.

Suite au boycott de trois organisations syndicales, le CTL ne s'est pas tenu. En revanche, près de 200 agents des Finances Publiques de la Haute-Garonne se sont rassemblés à l'appel de la CGT et de Solidaires pour dire NON à ce nouveau recul du service public.

A l'appel de la CGT, le député de la 8^{ème} circonscription de Haute-Garonne, le conseiller départemental de Castanet, l'adjointe au maire de L'Isle-en-Dodon et le maire de Salerm étaient présents aux côtés des personnels pour affirmer leur opposition au démantèlement du réseau.

Le directeur a fait preuve de mépris en ne répondant à aucune interpellation des personnels. Il a tenté de diviser le front uni des personnels et des élus en proposant à ces derniers de les recevoir seuls. Les élus ont refusé cette proposition. Le directeur a battu en retraite sous le prétexte de la présence d'un journaliste.

Le 28 septembre 2015, le CTL s'est tenu en deuxième lecture. La CGT Finances Publiques 31 a porté la mobilisation des élus (nombreuses délibérations ou interventions d'élus) et de la population. Elle a notamment remis près de 600 signatures de la pétition engagée depuis un mois avec l'Union Locale Toulouse Sud.

Malgré le vote unanime des organisations syndicales contre ce projet (CGT-CFDT-FO et Solidaires), la direction maintient ce transfert de mission.

C'est un véritable passage en force ! C'est un déni de démocratie sociale, jetant d'un revers de la main la mobilisation des élus, de la population et de la CGT !

La CGT Finances Publiques 31 demande un moratoire sur les restructurations et va continuer la mobilisation pour l'abandon de cette restructuration !